

# BILLET DES SOCIALISTES DE LA COMMISSION DES FINANCES



## NOUVELLE REVUE DES DÉPENSES : ARCHAÏQUE, INSUFFISANTE ET MENSONGÈRE

Bruno Le Maire a annoncé récemment que la logique de revue des dépenses, mise en place il y a désormais deux ans sous la forme des « rendez-vous de Bercy », serait renforcée cette année, toujours avec la volonté d'associer l'ensemble des groupes parlementaires à ces réflexions voulues par le gouvernement.

Il faut le dire d'emblée, les Socialistes n'ont jamais eu peur de rechercher une forme de performance de l'action publique. De la rationalisation des choix budgétaires (RCB) dans les années 1970 et 1980 à la modernisation de l'action publique (MAP) sous le quinquennat de François Hollande, notre position est restée inchangée : nous avons soutenu les démarches de revues de dépenses qui avaient pour objectif un accroissement de l'intérêt général et nous une pure logique comptable, comme ce fut par exemple le cas avec la révision générale des politiques publiques (RGPP), sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

Aujourd'hui, nous ne soutiendrons pas cette logique et si nous n'excluons pas de participer à ces travaux dans un souci de respect de nos institutions, nous n'en attendons rien pour plusieurs raisons.

En premier lieu, il s'agit pour le gouvernement de ne pas assumer l'impasse budgétaire qu'il a lui-même créé avec ses décisions fiscales et de faire porter la responsabilité de ses conséquences sur ses oppositions qui n'ont eu de cesse depuis 2017 d'alerter en la matière.

En deuxième lieu, n'analyser dans ce contexte que les dépenses, sans pouvoir se prononcer sur les recettes de la puissance publique est un choix, hautement idéologique, auquel nous nous opposons totalement. Le niveau d'injustice fiscale dans notre pays rend aujourd'hui nécessaire, tant sur le plan démocratique que sur le plan économique et budgétaire une réflexion approfondie sur la répartition des impôts entre les entreprises et les particuliers, entre le capital et le travail et en fonction des niveaux de vie.

En troisième lieu enfin, le gouvernement dégrade ce faisant l'image d'une action publique qui ne le mérite pas. En réalité, la conduite des politiques publiques, si elle est évidemment toujours perfectible, est efficace. Après un demi-siècle de contrôle de gestion interne, mettre en avant l'idée d'un secteur public moins performant que le secteur privé est fallacieux et ne relève en réalité que de l'idéologie. Pour reprendre l'adage populaire, « quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage ». Soyons fier du travail de nos agents publics qui s'engagent au quotidien pour l'intérêt général, dans des conditions dégradées et avec des résultats que l'on doit souligner.

En réalité, l'ère des politiques de rabots est aujourd'hui derrière nous. Au gouvernement de faire son choix : faut-il accroître les ressources de la puissance publique en reléguant au second plan une obsession malade pour le taux de prélèvement obligatoire et le niveau de dépenses publiques ou faut-il, dans une logique néolibérale, démanteler l'État pour renvoyer vers le secteur privé des pans entiers de politiques publiques.

Notre choix est clair, au gouvernement d'assumer le sien !